



COMMUNIQUÉ

SELON RBC, LES DÉPENSES EN INFRASTRUCTURES CONTRIBUERONT À ATTÉNUER LES EFFETS DE LA RÉCESSION AU QUÉBEC

TORONTO, le 12 mars 2009 — Selon les dernières perspectives provinciales des Services économiques RBC publiées aujourd'hui, bien qu'elle ait jusqu'à maintenant réussi à éviter, pour l'essentiel, les effets de la récession mondiale, l'économie du Québec ne pourra plus résister aux forts courants négatifs et se contractera pour la première fois depuis 1991, le PIB réel diminuant de 0,5 % en 2009.

« La résistance du Québec au ralentissement économique mondial a atteint ses limites à la fin de l'année dernière et la province s'engage maintenant sur la voie de la récession, a déclaré Craig Wright, premier vice-président et économiste en chef, RBC. L'économie de la province connaîtra un affaiblissement considérable cette année : les exportations continueront de subir les effets d'une demande externe anémique, l'accroissement de l'incertitude sur le plan économique aura raison de la confiance des entreprises et des consommateurs, et les particuliers limiteront leurs dépenses de consommation. »

Le rapport de RBC prévoit que le taux d'emploi dans la province chutera pour la première fois depuis 1996, le taux de chômage passant de 7,2 % l'an dernier à 8,4 %. En outre, le pessimisme des consommateurs ajoutera aux pressions à la baisse exercées sur le marché de l'habitation. On prévoit également que le nombre de mises en chantier diminuera, passant de près de 48 000 l'an dernier à 36 000 en 2009, son plus bas niveau en huit ans dans la province.

Afin de contrebalancer les effets de cette détérioration généralisée de la conjoncture économique, le gouvernement provincial a récemment annoncé qu'il bonifiera son plan quinquennal de renouvellement des infrastructures, un investissement actuellement évalué à 42 milliards de dollars d'ici 2013. Les dépenses en immobilisations devraient augmenter de plus de 8 % en 2009. À Hydro-Québec, on prévoit augmenter ces dépenses de 11 %. Cette poussée d'activité dans le secteur public compensera presque les réductions dans le secteur privé. Selon le dernier

sondage de Statistique Canada sur les intentions d'investissement, le total des dépenses en immobilisations dans le secteur non résidentiel au Québec devrait baisser légèrement en 2009, soit de 0,4 %, un repli beaucoup moins important que celui de 6,6 % prévu à l'échelle nationale.

On prévoit que la performance économique générale de la province s'améliorera en 2010, parallèlement aux gains qui devraient être enregistrés graduellement aux États-Unis et en Ontario. La levée de l'incertitude économique ravivera la confiance des consommateurs et des entreprises et favorisera les dépenses. Le taux de croissance économique du Québec devrait atteindre 2,3 % en 2010, légèrement sous la moyenne nationale de 2,6 %.

En 2009, la détérioration de la conjoncture mondiale ainsi que l'affaiblissement des perspectives à court terme pour l'économie canadienne limitera l'activité d'un océan à l'autre. On prévoit cette année un repli de l'activité dans toutes les provinces, sauf la Saskatchewan, le Manitoba et la Nouvelle-Écosse, reflet de la généralisation de la récession en cours. Ces trois provinces enregistreront des taux de croissance beaucoup moins rapides qu'en 2008. De leur côté, l'Alberta, la Colombie-Britannique, l'Ontario et Terre-Neuve-et-Labrador devraient observer les replis les plus notables, tandis que le ralentissement au Québec, au Nouveau-Brunswick et à l'Île-du-Prince-Édouard sera relativement léger.

Les perspectives provinciales des Services économiques RBC évaluent les provinces en termes de croissance prévue du PIB réel, de l'emploi et des ventes au détail, ainsi que des prévisions en matière de taux de chômage et de mises en chantier.

Tirés du rapport (disponible en ligne à 8 h, HAE, à www.rbc.com/economie/marche/pdf/provf.pdf), voici les détails des perspectives provinciales :

- 3 -

	PIB réel			Mises en chantier			Ventes au détail			Emploi			Taux de chômage		
	% de var. annuelle			Milliers			% de var. annuelle			% de var. annuelle			%		
	08	09	10	08	09	10	08	09	10	08	09	10	08	09	10
T.-N. & L.	1,3	-1,2	3,0	3,2	3,3	3,0	7,7	-1,1	4,5	1,5	-1,5	1,2	13,2	14,0	14,2
Î.-P.-É.	1,5	-0,8	2,0	0,7	0,6	0,7	4,8	-1,4	4,1	1,3	-2,3	0,9	10,7	12,2	12,2
N.-É.	1,2	0,4	2,5	4,3	3,2	3,5	4,5	-1,1	4,9	1,2	0,0	1,0	7,7	8,9	9,1
N.-B.	1,6	-0,6	2,7	4,2	3,3	3,5	4,9	-1,5	4,0	0,9	-0,3	0,6	8,6	9,8	10,0
QUÉ.	0,8	-0,5	2,3	47,9	36,0	37,0	4,9	-1,3	5,1	0,8	-1,0	1,2	7,2	8,4	8,5
ONT.	-0,2	-1,9	2,4	75,6	58,0	65,0	3,3	-2,7	4,8	1,4	-1,9	1,3	6,5	8,6	8,7
MAN.	2,7	0,5	2,8	5,6	4,6	5,3	7,1	0,4	5,6	1,7	0,2	1,5	4,1	5,0	5,3
SASK.	3,4	0,9	2,4	6,8	4,4	3,7	10,4	0,8	6,1	2,2	1,4	1,2	4,1	4,5	4,8
ALB.	1,2	-2,3	2,7	29,0	22,3	28,0	-0,2	-2,9	5,4	2,7	-0,6	1,4	3,6	5,7	5,9
C.-B.	0,6	-1,5	2,9	34,3	19,4	23,0	0,2	-3,9	6,0	2,1	-1,9	2,2	4,6	6,8	6,8
CANADA	0,5	-1,4	2,6	211	155	173	3,2	-2,2	5,2	1,5	-1,3	1,4	6,1	7,8	8,0

- 30 -

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Craig Wright, Services économiques RBC, 416 974-7457

Robert Hogue, Services économiques RBC, 416 974-6192

Raymond Chouinard, Relations avec les médias, RBC, 514 874-6556